

MARCHE PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION
(RC)*****Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage***

ÉTAT – Ministère de la Transition Écologique
Direction Interdépartementale des Routes du Nord-Ouest

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

M. le Directeur interdépartemental par délégation de signature de M. le Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime, par arrêté n°19-163 du 2 octobre 2019

Objet de la consultation

Mission de maîtrise d'œuvre relative à la sécurisation de la RN10 en Eure-et-Loir

Remise des candidatures

Date et heure limites de réception : 08/02/2021 à 12 h 00 (heure locale de l'adresse du RPA)

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....	<u>3</u>
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	<u>4</u>
2-1. Définition de la procédure.....	<u>4</u>
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	<u>4</u>
2-3. Nature de l'attributaire.....	<u>4</u>
2-4. Variantes imposées.....	<u>4</u>
2-5. Durée du marché et délais d'exécution.....	<u>4</u>
2-6. Modifications non substantielles au dossier de consultation des concepteurs.....	<u>4</u>
2-7. Délai de validité des offres.....	<u>5</u>
2-8. Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense".....	<u>5</u>
2-9. Clauses sociales et environnementales.....	<u>5</u>
ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	<u>5</u>
3-1. Documents fournis aux candidats.....	<u>5</u>
3-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats.....	<u>6</u>
3-3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu.....	<u>7</u>
ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	<u>8</u>
4-1. Sélection des candidatures.....	<u>8</u>
4-2. Jugement et classement des offres.....	<u>8</u>
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE.....	<u>9</u>
5-1. Candidature ou offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	<u>9</u>
5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....	<u>10</u>
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	<u>11</u>

INFORMATION IMPORTANTE SUR LA PRÉSENCE DE CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Dans le cadre de la modernisation des achats publics d'une part, et dans le cadre général fixé pour répondre à l'objectif d'exemplarité de l'État en matière de développement durable et de responsabilité sociétale de l'État d'autre part, les ministères en charge du développement durable se sont engagés à promouvoir et conduire une politique d'achats durables à laquelle les prestations objet du présent marché devront se conformer.

Le présent marché intègre des clauses environnementales qui concernent les produits ou matériaux utilisés, la qualité des prestations, ainsi que plus généralement les processus dans lesquels sont réalisées les prestations.

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître d'ouvrage".

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne un marché de maîtrise d'œuvre d'infrastructures pour la sécurisation de la RN10 en Eure-et-Loir, dont les aménagements sont répartis entre le PR 37 et le PR 82.

Le contenu de la mission confiée au titulaire est répartie en :

- Une tranche ferme :
 - Études d'avant-projet (AVP),
 - Études de projet (PRO).
- Une tranche optionnelle :
 - Assistance à la passation des Contrats de Travaux (ACT),
 - Visa des études d'exécution (VISA),
 - Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET),
 - Assistance lors des opérations de réception et pendant l'année de garantie du parfait achèvement (AOR).
- Une prestation supplémentaire éventuelle facultative : la mise en œuvre de la démarche Building Information Model (BIM) aboutissant à la réalisation de la maquette numérique pour un aménagement de carrefour.

La mission intègre les obligations relatives à la gestion des déchets de chantier au sens du Code de l'environnement.

Lieu(x) d'exécution des prestations : La Bourdinière-Saint-Loup, Luplanté, Bouville, Montboissier, Bonneval, Marboué, La Chapelle-du-Noyer et Cloyes sur le Loir dans le département d'Eure-et-Loir.

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle hors TVA affectée aux travaux par le maître d'ouvrage est fixée à l'article 2.1 de l'acte d'engagement.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la **procédure restreinte avec négociation** définie aux articles L.2124-1 et L.2124-3 et R.2124-1, R.2124-3 et R.2124-4 du CCP.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Le marché comporte une tranche ferme, une tranche optionnelle et une prestation supplémentaire éventuelle facultative désignées ci-après :

Désignation des tranches	
Tranche ferme	Missions AVP, PRO
Tranche optionnelle	Missions ACT, VISA, DET, AOR
Prestation supplémentaire éventuelle	Mise en œuvre de la démarche BIM aboutissant à la réalisation de la maquette numérique

Les prestations ne sont pas réparties en lots.

2-3. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés conjoints ou des prestataires groupés solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique, pour l'exécution du marché.

2-4. Variantes imposées

Sans objet.

2-5. Durée du marché et délais d'exécution

Les règles concernant la durée du marché et les délais d'exécution sont fixées dans l'acte d'engagement.

2-6. Modifications non substantielles au dossier de consultation des concepteurs

Le RPA se réserve le droit d'apporter des modifications non substantielles au dossier de consultation des concepteurs. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-7. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours, il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-8. Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense"

Sans objet.

2-9. Clauses sociales et environnementales

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social et environnemental, qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage.

Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Les pièces particulières constitutives du marché seront signées par l'attributaire du marché.

3-1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation des concepteurs est constitué par :

- L'avis de marché envoyé à la publication ;
- Le présent règlement ;
- Le programme et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Carte des aménagements
 - Annexe n°2 : Modèle de l'estimation du projet
 - Annexe n°3 : Étude préliminaire des accotements stabilisés entre Bois de Feugères et Bonneval
 - Annexe n°4 : Cartes des zones de protection environnementale
 - Annexe n°5 : Cadre-type du SOPAQ
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le projet d'Acte d'engagement et ses annexes.

3-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats

La présente procédure avec négociation est réalisée sous forme restreinte : seuls les candidats sélectionnés dans un premier temps par le RPA sont autorisés à soumissionner.

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

Au stade de la remise des candidatures :

Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat sont précisées dans l'avis d'appel à la concurrence.

Les références devront démontrer que le candidat dispose d'expériences dans le domaine des aménagements routiers : traitement des entrées de ville, aménagement de carrefours, sécurisation d'intersections, évaluation de l'impact environnemental des aménagements.

Chaque référence est présentée sous forme d'une page de format A4 maximum et détaillant le nom du maître d'ouvrage, l'importance et la complexité de l'opération, l'année de sa réalisation, la mission effectuée.

Au stade de la remise des offres :

Chaque candidat retenu à l'issue de l'analyse des dossiers de candidatures formule son offre en produisant les pièces visées ci-dessous :

En cas de groupement conjoint, l'annexe n°1 à l'acte d'engagement, donnant le détail des prestations exécutées par chacun des cotraitants dans chaque élément de mission : cadre ci-joint à compléter par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des prestataire(s) ;

- 1) **L'annexe n°2 à l'acte d'engagement, décrivant les moyens humains pour l'exécution du contrat :** cadre ci-joint à compléter par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des prestataire(s).

Cette annexe sera complétée avec les CV des personnes chargées de l'exécution du marché, indiquant leurs noms, titres d'études et expérience professionnelle ;

- 2) **L'annexe n°3 à l'acte d'engagement, donnant la décomposition et la répartition de la rémunération :** cadre ci-joint à compléter par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des prestataire(s) ;

- 3) **Le mémoire justificatif et explicatif** comportant le/les document(s) suivant(s) :

- **Une note relative aux méthodes, à l'organisation et aux moyens** que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution de chaque élément de mission, en soulignant les points forts de la démarche et son adéquation avec les besoins du maître d'ouvrage. ;

Cette note sera complétée par un organigramme donnant la description de l'équipe-projet.

Les candidats doivent préciser les modalités du rendu et de calendrier des prestations et présenter les moyens pour assurer la coordination nécessaire à l'information du maître d'ouvrage ;

- Un Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ) adapté à l'opération, précisant la méthodologie de mise en œuvre du programme ;
- Une note justifiant la cohérence des honoraires demandés au regard de l'étendue de la mission, son degré de complexité, l'importance des travaux et leur complexité ;
- Une note présentant les moyens matériels et logiciels affectés à l'exécution du marché.
- Une note de propositions pour inscrire l'opération dans une démarche de développement durable ;
- Une note explicitant la manière dont seront mises en œuvre les clauses sociales prévues au marché ;
- Une note relative à la méthodologie mise en œuvre pour assurer une bonne communication avec l'ensemble des acteurs de l'opération.

3-3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP, le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction visé aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP
- Les certificats fiscaux et sociaux
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail
- Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion ; lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés

ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

- L'acte d'engagement constituant le marché daté et signé électroniquement conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'/des entreprise(s)

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, l'attributaire devra compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention de l'attributaire est attirée sur le fait que s'il veut renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 8-2 du CCAP, il devra le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-9.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des candidatures.

En cas de candidatures incomplètes, celles-ci pourront être déclarées irrecevables et éliminées conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP.

Critères objectifs de limitation du nombre de candidats :

Les candidatures seront sélectionnées en application des dispositions des articles R.2142-15 à R.2142-18 du CCP et au vu des critères figurant dans l'avis d'appel à la concurrence.

Le RPA adressera simultanément par voie électronique aux candidats sélectionnés une lettre de consultation et avisera les autres candidats du rejet de leur candidature.

4-2. Jugement et classement des offres

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables pourront être éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RPA.

Critère d'attribution	Pondération
La qualité technique de l'offre évaluée au regard des éléments suivants :	60 points
<i>* Qualité de l'offre : cohérence, respect des éléments portés au DCOE, clarté des propositions, procédures de travail pour assurer la qualité des prestations</i>	<i>25 points</i>
<i>* Organisation et moyens : adéquation qualitative et quantitative des moyens humains, matériels et logiciels, affectés à chaque élément de mission, organisation de l'équipe-projet en lien avec le maître d'ouvrage</i>	<i>15 points</i>
<i>* Propositions pour inscrire le projet dans une démarche de développement durable</i>	<i>10 points</i>
<i>* Méthodologie mise en œuvre pour assurer une bonne communication avec l'ensemble des acteurs de l'opération</i>	<i>5 points</i>
<i>* Justification technique et financière de la rémunération proposée</i>	<i>5 points</i>
Le prix des prestations	40 points

Toute offre qui totaliserait moins de 15 points (sur un maximum possible de 60 points) sur le critère « qualité technique » sera considérée d'une qualité globalement insuffisante et sera écartée du classement des offres.

En cas d'erreurs de calcul détectées dans les prix du marché renseignés à l'annexe n°3 à l'acte d'engagement, c'est le montant total du marché (TF+TO) qui sera pris en compte dans le jugement des offres. Les prix unitaires devront être rectifiés dans le cadre de la négociation ou, à défaut de négociation, dans le cadre de la mise au point du marché.

La prestation supplémentaire éventuelle étant facultative, elle ne sera pas prise en compte pour le jugement des offres.

Une négociation sera éventuellement menée par le RPA avec au maximum les 3 meilleures offres obtenues à l'issue du classement des offres précédemment cité. Elle portera sur l'ensemble du projet de marché, et en particulier sur l'aptitude à répondre au programme, les conditions d'exécution, l'évaluation du temps passé pour exécuter la mission et la rémunération proposée.

A l'issue de cette éventuelle négociation, les offres irrégulières ou inacceptables sont éliminées par le RPA, qui établira un nouveau classement des offres selon les mêmes critères d'attribution.

Lors de l'examen des offres, le RPA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.

5-1. Candidature ou offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs candidatures/offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière candidature/offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des candidatures/offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au pouvoir adjudicateur.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence **SIR CAEN-2020-001**

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- La candidature devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans l'avis d'appel à la concurrence ;
- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de la candidature ou de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique

5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

DIR Nord Ouest – SIR de Caen
Bâtiment « Le Cube » - rue du Recteur daure
CS95217 – 14052 CAEN Cedex 4

Copie de sauvegarde pour : Mission de maîtrise d'œuvre relative à la
sécurisation de la RN10 en Eure-et-Loir

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat^(*) :

« NE PAS OUVRIR »

(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées à l'article 5.1 du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>)

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres.

Les candidats désirant se rendre sur le site devront s'adresser à :

DIR Nord Ouest – SIR de Caen
Bâtiment « Le Cube » - rue du Recteur Daure
CS95217 – 14052 CAEN Cedex 4

Noms des contacts :

- Mylène HUYNH VAN DAT, tél:02 50 01 10 61
- Marc PUSTELNIK, tél : 02 50 01 10 72